



**revanche, ils sont très partagés sur l'opportunité de revenir sur l'âge de départ à la retraite (45% le souhaitent, 53% s'y opposent) ou sur l'exonération de cotisations sociales pour les heures supplémentaires (56% souhaitent la fin de cette mesure fiscale, 43% s'y opposent).**

- **Les Français portent un regard très clivé politiquement sur les parties prenantes de cette conférence sociale : une courte majorité de Français fait confiance à l'exécutif en place pour faire des propositions allant dans le bon sens (55% pour Jean-Marc Ayrault et le gouvernement et 52% pour François Hollande). Celle-ci est quasi unanime de la part de la Gauche tandis qu'elle n'est accordée que par environ un quart des sympathisants de Droite. Le rôle des organisations syndicales ne fait pas non plus consensus, puisqu'environ une personne sur deux déclare faire confiance aux syndicats de salariés (46%, dont 72% parmi les sympathisants de Gauche et 26% parmi les sympathisants de Droite), quand moins d'un tiers des personnes interrogées témoignent de leur confiance envers les syndicats patronaux (32%, dont 27% parmi les sympathisants de Gauche et 49% parmi les sympathisants de Droite).**

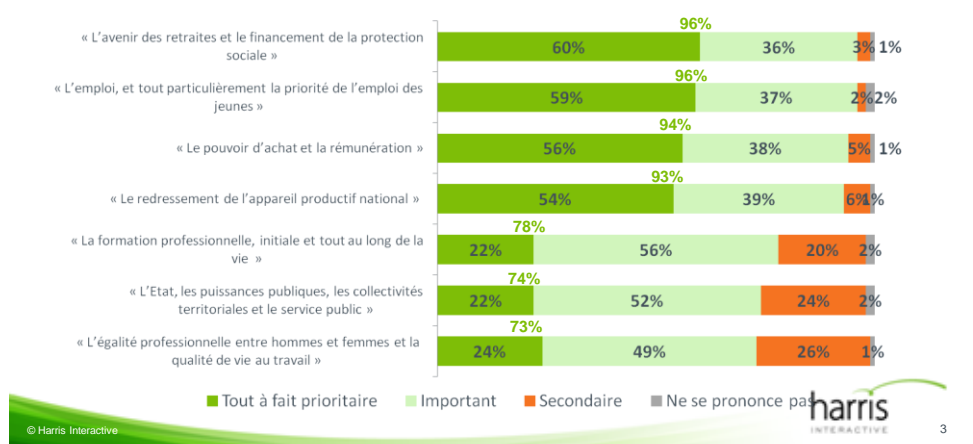
Dans le détail :

**Dans la conférence sociale à venir, une nette majorité de Français juge tout à fait prioritaire les thématiques du financement des retraites et de la protection sociale, de l’emploi, du pouvoir d’achat et du redressement de l’appareil productif national**

Interrogés sur l’importance qu’ils accordent aux différentes thématiques qui seront abordées dans le cadre de la conférence sociale, **les Français identifient quatre sujets qu’ils jugent majoritairement « tout à fait prioritaires »** : « l’avenir des retraites et le financement de la protection sociale » (60% le jugeant « tout à fait prioritaire », pour 36% le jugeant « important » et seulement 3% le qualifiant de « secondaire »), « l’emploi et tout particulièrement la priorité de l’emploi des jeunes » (59% tout à fait prioritaire, pour 37% important), « le pouvoir d’achat, la rémunération » (56% tout à fait prioritaire et 38% important) **et enfin « le redressement de l’appareil national productif »** (54% tout à fait prioritaire, pour 39% important). **Les trois autres thématiques sont certes jugées plutôt importantes, mais moins d’un Français sur quatre les juge tout à fait prioritaires** : « la formation professionnelle » (22% tout à fait prioritaire, pour 56% important), « l’Etat, les puissances publiques, les collectivités territoriales et le service public » (22% à fait prioritaire, pour 52% important) et « l’égalité professionnelle entre hommes et femmes et la qualité de vie au travail » (24% tout à fait prioritaire, pour 49% important).

**4 thèmes prioritaires de la conférence sociale selon une majorité de Français : L’avenir des retraites et le financement de la protection sociale, l’emploi, le pouvoir d’achat ainsi que le redressement de l’appareil productif national,**

*Le Président de la République, François Hollande, et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ont annoncé qu’ils organiseront des tables-rondes avec les organisations syndicales et patronales le 9 et 10 juillet prochains lors d’une Conférence sociale, afin de discuter des grands enjeux économiques et sociaux de ce début de quinquennat. Lors de cette conférence, sept thèmes seront abordés. Pour chacun d’entre eux, indiquez si vous considérez qu’il est tout à fait prioritaire, important ou secondaire ?*



Plus précisément, la question de l'avenir des retraites est jugée particulièrement prioritaire par les personnes pour qui cette échéance approche : 69% des individus âgés de 50 à 64 ans estiment qu'il s'agit là d'une thématique tout à fait prioritaire (pour 60% en moyenne). De même, « l'emploi et particulièrement l'emploi des jeunes » constituent une thématique logiquement jugée davantage prioritaire par les jeunes eux-mêmes (75% des 18-24 ans, pour 59% en moyenne) mais également par les personnes les plus âgées (65% des 65 ans et plus).

Soulignons également que le pouvoir d'achat, et dans une moindre mesure « l'égalité professionnelle entre hommes et femmes et la qualité de vie au travail », sont deux thématiques jugées plus prioritaires que la moyenne par les membres des catégories populaires (respectivement 67% et 28% « tout à fait prioritaire », pour 56% et 24% en moyenne). A l'inverse, le « redressement de l'appareil productif national » n'est jugé tout à fait prioritaire que par 40% des membres des catégories populaires, contre 58% des catégories supérieures et 59% des inactifs. La question de l'égalité professionnelle est jugée davantage prioritaire par les femmes (31%) que par les hommes (17%).

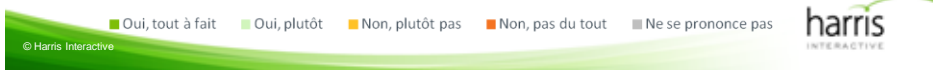
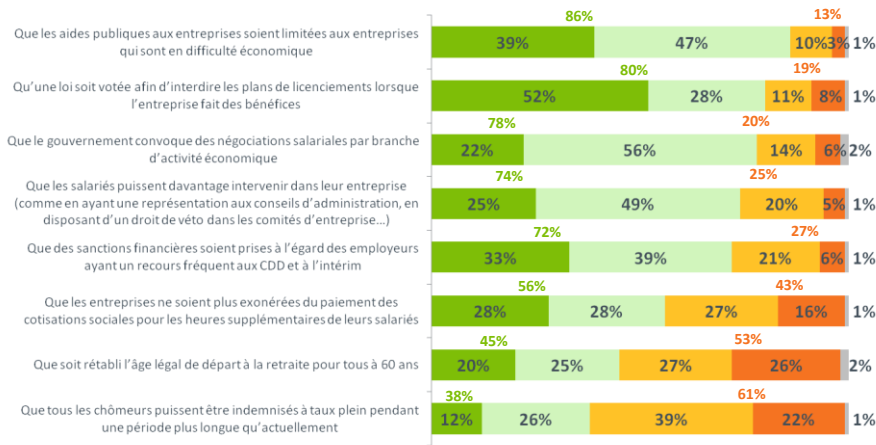
Enfin, **les sympathisants de Gauche ont davantage tendance que la moyenne à juger chacun de ces sujets « tout à fait prioritaires »**, à l'exception du redressement de l'appareil national productif, jugé un peu plus prioritaire par les sympathisants de Droite.

**Les Français se déclarent favorables à des mesures sanctionnant ce qu'ils assimilent à des excès des entreprises et ils jugent d'un œil positif des mesures de concertation des salariés, mais ils sont très partagés sur l'opportunité de revenir sur l'âge de départ à la retraite ou sur l'exonération de cotisations sociales pour les heures supplémentaires**

**Les Français portent un regard positif sur de nombreuses mesures envisagées dans le cadre de cette conférence sociale. Celles qui recueillent le plus leur assentiment ont trait à la fixation de nouvelles contraintes à l'égard des entreprises**, qu'il s'agisse de limiter les aides publiques aux entreprises aux seules entreprises qui sont en difficulté économique (86% le souhaitent, dont 39% « tout à fait »), ou de voter une loi interdisant les licenciements dans les entreprises bénéficiaires (80% le souhaitent, dont 52% « tout à fait »). Dans un même esprit, 72% des personnes interrogées attendent que des sanctions financières soient prises à l'égard des employeurs ayant un recours fréquent aux CDD et à l'intérim.

**Plus de huit Français sur dix souhaiteraient qu'à l'issue de la conférence nationale, les aides publiques aux entreprises soient limitées à celles qui sont en difficultés et qu'une loi soit votée afin d'interdire les plans de licenciements dans des entreprises bénéficiaires**

A l'issue de cette conférence nationale, souhaiteriez-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout... ?



Environ trois Français sur quatre souhaitent également la mise en œuvre de mesures de concertation permettant aux salariés de mieux défendre leurs droits dans l'entreprise, que ce soit via la convocation par le gouvernement de négociations salariales par branche d'activité (78% le souhaitent, dont 22% tout à fait), ou via un plus grand pouvoir d'intervention des salariés dans leur entreprise de façon plus générale – comme par exemple en ayant une représentation aux conseils d'administration ou en disposant d'un droit de veto dans les comités d'entreprise (74% le souhaitent, dont 25% tout à fait).

En revanche, les Français se montrent très partagés sur des mesures visant à corriger des dispositifs législatifs déjà modifiés au cours des dernières années : 56% souhaitent la fin de l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires pour les entreprises, quand 43% s'y opposent ; 45% attendent le rétablissement à 60 ans de l'âge légal de départ à la retraite, quand 53% n'y sont pas favorables ; et seuls 38% indiquent souhaiter que tous les chômeurs puissent être indemnisés à taux plein pendant une période plus longue qu'actuellement, quand 61% se déclarent contre cette mesure.

De façon transversale, notons que l'ensemble de ces mesures sont souhaitées de façon plus prononcée que la moyenne par les membres des catégories populaires, les personnes disposant des revenus les plus bas, et les

**sympathisants de Gauche.** A l'inverse, ces différentes mesures sont jugées de façon moins positive par les sympathisants de Droite, et les membres des catégories supérieures, tout particulièrement les personnes disposant des revenus les plus élevés.

**Les Français portent un regard très clivé politiquement sur les parties prenantes de cette conférence sociale : une courte majorité de Français fait confiance à l'exécutif en place pour faire des propositions allant dans le bon sens, quand le rôle des organisations syndicales ne fait pas consensus**

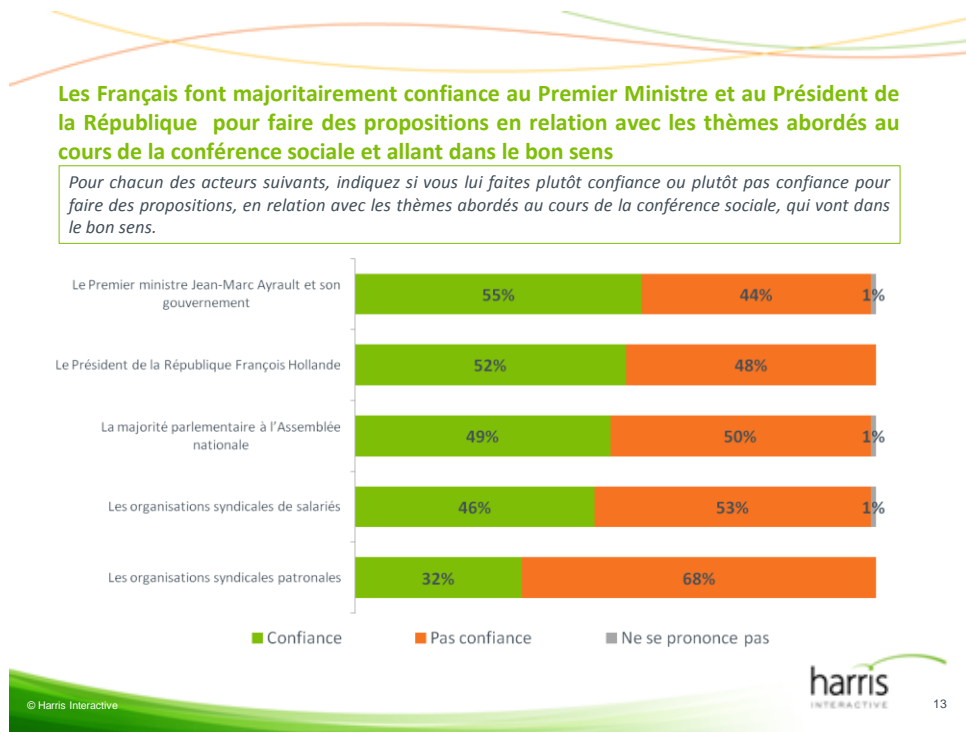
**Pour faire des propositions allant dans le bon sens concernant les différentes thématiques de cette table ronde, une courte majorité de Français fait confiance au Premier ministre Jean-Marc Ayrault et son gouvernement (55%) ainsi qu'au Président de la République François Hollande (52%).** Notons que cette confiance légèrement supérieure accordée au Premier ministre par rapport au Président de la République apparaît relativement stable dans le temps, au regard de la mesure réalisée par Harris Interactive à la fin du mois de mai dernier<sup>1</sup>. **Près d'un Français sur deux indique également accorder sa confiance à la majorité parlementaire – socialiste – à l'Assemblée Nationale.** Cette confiance légèrement majoritaire dans l'ensemble masque néanmoins des clivages politiques importants : les sympathisants de Gauche, et tout particulièrement les sympathisants du Parti socialiste, accordent à plus de 80% leur confiance au Premier Ministre, au Président et à sa majorité, quand les sympathisants de Droite se montrent majoritairement défiants.

En ce qui concerne les organisations syndicales, **les Français indiquent en l'espèce accorder une confiance plus importante, bien que minoritaire, aux syndicats de salariés** qu'aux syndicats patronaux. Les premiers recueillent la confiance de 46% des Français, contre 53% de défiants, quand les seconds captent la confiance de moins d'un Français sur trois (32%), une nette majorité témoignant ne pas leur faire confiance (68%). A nouveau, cette confiance apparaît très clivée politiquement, puisque les sympathisants de Gauche portent un regard très positif sur les syndicats de salariés, et nettement plus négatifs sur les syndicats patronaux. Ces derniers, s'ils ne bénéficient pas pour autant d'une confiance majoritaire parmi les sympathisants de Droite (49%), sont néanmoins perçus de façon plus positive que les syndicats de salariés (seulement 26% de confiance) au sein de cette frange de l'échiquier politique. Les syndicats patronaux recueillent la confiance de près d'une

---

<sup>1</sup> <http://www.harrisinteractive.fr/news/2012/21052012.asp>

personne sur deux parmi les individus disposant des plus hauts revenus (42%), des sympathisants de l'UMP (49%) et des électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 (47%).



\* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \* \_ \*

**Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.**

**A propos de Harris Interactive**

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6<sup>ème</sup> rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter [www.harrisinteractive.fr](http://www.harrisinteractive.fr)

**Contact Harris Interactive en France:**

Laurence Lavernhe – 39 Rue Crozatier– 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - [llavernhe@harrisinteractive.fr](mailto:llavernhe@harrisinteractive.fr)  
 Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique – Opinion - 01 44 87 60 30 – [jdlevy@harrisinteractive.fr](mailto:jdlevy@harrisinteractive.fr)